

M. Schäuble : « Les déficits ne favorisent pas la croissance »

A la veille du G20, le ministre allemand des finances soutient l'impôt sur les transactions financières et le prélèvement sur les banques

Entretien

Berlin
Envoyé spécial

Ministre allemand des finances, Wolfgang Schäuble est un pilier du gouvernement d'Angela Merkel. Avant le G20 de Toronto, il a accordé un entretien aux quotidiens européens *El País*, *Corriere della Sera* et *Le Monde*. **Qu'espérez-vous obtenir au G20 sur l'imposition des transactions financières internationales ?**

Nous déterminerons à Toronto si nous créons ou non un impôt global sur les transactions financières internationales. De nombreux arguments plaident en faveur d'une telle initiative, surtout si l'on s'entend au niveau global. Concernant le prélèvement

« Mon idée de l'Europe n'est pas qu'un pays serve de modèle. La richesse et la force de l'Europe viennent des expériences diverses »

sur les banques, nous sommes bien avancés au niveau européen et à peu près sur la même longueur d'onde que les Etats-Unis. Ce sont deux instruments différents qui doivent freiner les excès des marchés engendrés par la mondialisation et les technologies. **Que pensez-vous des critiques de l'administration Obama sur votre plan d'économies ?**

Lors des précédents G20, la sortie de crise a été clairement définie. Elle avait comme surtitre : la croissance durable. Les critiques qui nous sont faites ne sont pas fondées. La cause principale de la crise aujourd'hui est le déficit trop élevé de nombreux pays. J'ajoute que la Commission européenne nous demande également de réduire nos déficits. Mais nous avons veillé à ne pas prendre de mesures qui pourraient nuire à la croissance. Nous la soutenons au contraire, par exemple en encourageant les demandeurs d'emploi à retourner vers le marché du travail. Il faut aussi comprendre que, contrairement aux Etats-Unis, nous avons en Allemagne une démographie en recul. En Europe, nous nous devons tous de respecter le pacte de stabilité et de croissance. L'Allemagne doit d'ici à 2013 ramener son déficit à 3 % de son PIB. La France s'y est également engagée. Chacun doit respecter les règles. L'Allemagne ne fait que mettre en œuvre ce qu'elle demande aux autres.

L'Europe parlera-t-elle d'une seule voix au G20 ?

Nous n'avons pas vraiment de différences. Partout il faut réduire les déficits et être responsables.

L'Allemagne a d'assez bons résultats sur le marché du travail et un taux de croissance satisfaisant comparé à d'autres. Si l'on regarde les principaux indicateurs, nous avons rempli nos engagements, les autres doivent faire de même. **L'Asie ne connaît pas la crise. La croissance américaine repart et l'Europe reste à la traîne...**

On ne peut pas comparer les besoins de l'Asie avec ceux des Européens. L'Asie a un besoin de rattrapage. Nous en avons fait l'expérience en 1990 avec la réunification de l'Allemagne. En raison de notre démographie et de la structure de notre économie, le potentiel de croissance à long terme est plus bas qu'en Chine. Certains pays ont des besoins de croissance supérieurs aux nôtres.

Concernant les Etats-Unis, beaucoup doutent que de tels déficits puissent être maintenus indéfiniment. Il semble que les plans de relance financés par les déficits n'aient eu qu'un effet modeste sur le marché du travail américain. L'évolution du chômage en Allemagne a été beaucoup moins dramatique. Si de gros déficits devaient rendre un pays compétitif, la Grèce ne devrait pas avoir de problèmes. Aucun élément empirique ne prouve que les déficits favorisent la croissance. En Allemagne, le principal obstacle à l'augmentation de la consommation et aux investissements est l'insécurité causée par les déficits publics. **Ne craignez-vous pas la menace déflationniste ?**

Non. Cette année, le seul budget de l'Etat fédéral présente un déficit supérieur de 65 milliards d'euros à celui de l'année dernière. En 2011, nous allons réduire ce déficit de 10 milliards.

Le gouvernement économique de l'Europe doit-il concerner la zone euro ou l'ensemble des pays européens ?

Dans les années 1990, on se demandait s'il fallait d'abord élargir l'Europe ou approfondir ses institutions. Ma réponse était qu'il fallait faire les deux simultanément. Aujourd'hui, le traité de Lisbonne permet une coopération plus approfondie. Ceux qui sont dans la zone euro doivent avancer vers plus d'intégration avec pour objectif d'entraîner les autres.

Un homme politique allemand est-il prêt à déléguer une part de ses compétences à l'Union ?

S'il y a un consensus pour respecter les règles, la question ne se pose pas vraiment. Tous les Etats membres ne sont pas égaux. C'est pour cela qu'il existe des mécanismes de compensation comme les fonds structurels. Mais ils exigent en contrepartie qu'on respecte les règles communes, ce qui n'a pas été le cas ces dernières années non seulement en Grèce mais aussi en France et en Allemagne, sous les gouvernements Chirac et Schröder.

L'Allemagne pourrait-elle accepter que le prochain président de

la Banque centrale européenne (BCE) ne soit pas un Allemand ?

Elle l'a en tout cas accepté depuis la création de la BCE et nous n'avons pas à nous en plaindre. L'essentiel est que la BCE reste indépendante.

En aidant certains Etats, la BCE perd-elle son indépendance ?

Non. Elle a une responsabilité pour la stabilité de la monnaie, mais elle ne dépend pas des gouvernements.

L'Allemagne est-elle un modèle pour l'Europe ?

Mon idée de l'Europe n'est pas qu'un pays serve de modèle. La richesse et la force de l'Europe viennent des expériences diverses qui la constituent.

S'il n'y a pas de modèle, y a-t-il un contre-modèle ?

Le contre-modèle de l'Europe, c'est le passé. Lorsque les Européens ont créé une monnaie uni-



Wolfgang Schäuble : « L'Allemagne met en œuvre ce qu'elle demande aux autres. » D. BUTZMANN/LAIF-REA

que, beaucoup de nos amis anglosaxons ne pouvaient pas imaginer que nous puissions adopter une monnaie unique tout en maintenant nos souverainetés nationales respectives. A l'inverse, quand l'Asie ou le reste du monde voient que notre continent, qui, au XX^e siècle, a connu plus de catastrophes

que le reste de la planète, a réussi à créer cela, cela les fascine. Même si l'Europe est compliquée et parfois bureaucratique, nous ne devrions pas être trop humbles. Les Européens vont avancer, parler d'une seule voix et nous allons montrer que nous allons configurer le XXI^e siècle différemment du XX^e.

L'Allemagne manque-t-elle d'ambition pour l'Europe ?

Qui peut nier que, sans les réserves initiales de l'Allemagne, la Grèce n'aurait pas entrepris le programme d'assainissement nécessaire qu'elle met en œuvre ? ■

Propos recueillis par
Frédéric Lemaître

COMMUNIQUE



Nous innovons la santé

Roche intensifie ses partenariats avec les équipes françaises de recherche biomédicale

Innover pour faire reculer les maladies graves

Ces dernières décennies, les progrès médicaux ont été spectaculaires, mais il reste encore énormément à faire : 800 000 Français vivent avec un cancer, 1^{ère} cause de mortalité prématurée. Les maladies cardiovasculaires sont la 2^e cause de mortalité ; 60 % des diabétiques décèdent d'une maladie cardiovasculaire. Quant à la maladie d'Alzheimer, elle touche aujourd'hui 860 000 personnes en France (plus de 2 millions en 2040).

Promouvoir la recherche biomédicale en France

Pour relever ces défis, le gouvernement a engagé une large politique d'incitation à l'innovation : création de l'Alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé, poursuite du Conseil Stratégique des Industries de Santé, lancement de l'action "Santé et Biotechnologies" du Grand Emprunt... Cet engagement a été réaffirmé à l'occasion des 11^{èmes} rencontres internationales de recherche biomédicale, le 4 juin à l'Elysée.

Faire progresser la médecine personnalisée

L'objectif du groupe Roche, 1^{er} investisseur mondial en recherche & développement (R&D) dans le secteur de la santé, est de répondre plus efficacement aux attentes des patients atteints de maladies graves, en découvrant des nouveaux traitements qui correspondent plus spécifiquement à chaque malade et à sa maladie.

Associer l'excellence scientifique française

L'approfondissement des connaissances scientifiques a encore augmenté l'étendue des travaux à mener. Notre recherche s'est organisée pour relever ce défi en multipliant les programmes menés en partenariat avec des équipes de recherche publique et des sociétés de biotechnologies. Lancé il y a 18 mois, le Réseau Français de Recherche Roche déploie cette stratégie en France. Dans le cadre de ce réseau, plus de 20 partenariats ont été conclus en France depuis 1 an.

A titre d'exemple :

- dans la lutte contre le cancer : séquençage complet du génome du cancer du sein HER2+, coordonné par l'Institut National du Cancer, qui permettra de diagnostiquer plus précocement ce type de cancer très agressif et de développer des traitements plus adaptés au profil des malades.
- dans la lutte contre la maladie

d'Alzheimer : 2 programmes ambitieux, l'un avec l'Institut de la Mémoire et de la Maladie d'Alzheimer et l'autre avec l'Institut Pasteur pour l'identification de biomarqueurs qui permettront un diagnostic plus précoce de la maladie.

Développer les alliances avec les sociétés de biotechnologies

Cette même stratégie conduit Roche à rechercher activement des collaborations avec des sociétés de biotechnologies. Ainsi, se tiennent à Paris, le 24 juin, les 1^{ères} rencontres entre la recherche Roche-Genentech et trente sociétés de biotechnologies françaises, avec pour objectif de nouer de nouveaux partenariats, qui viendront s'ajouter aux 7 alliances déjà en cours.

Roche contribue ainsi au dynamisme de la recherche française, enjeu scientifique et économique de premier plan dans la compétition internationale.

“En investissant en France dans des partenariats de recherche publics-privés et en nouant des alliances avec des sociétés de biotechnologies, Roche poursuit sa mission d'innovation au service des malades” déclare Sophie Kornowski-Bonnet, Président de Roche Pharma France.

www.roche.fr

Pédophilie

Perquisition au siège de l'Eglise catholique belge

BRUXELLES. La justice a perquisitionné, jeudi 24 juin, les locaux de l'archidiocèse de Malines-Bruxelles, siège de l'Eglise catholique en Belgique, ainsi que le domicile de l'ancien primat de Belgique, le cardinal Godfried Danneels, en poste de 1979 à 2009. Alors que l'Eglise de Belgique est confrontée depuis plusieurs semaines à la révélation de scandales de pédophilie dans le clergé, les enquêteurs recherchaient des documents pouvant « étayer ou non » des « accusations dénonçant des abus sur mineurs commis par un certain nombre de gens d'Eglise », a indiqué un porte-parole du parquet de Bruxelles. Les enquêteurs ont emporté les 475 dossiers ouverts par une commission spéciale mise en place dans le cadre de ces affaires et l'ordinateur personnel de Mgr Danneels. En avril, l'évêque de Bruges, Roger Vangheluwe, avait été contraint à la démission après avoir reconnu avoir longuement abusé d'un mineur de son entourage. En mai, l'ensemble des évêques belges avaient demandé pardon aux victimes pour les agressions et pour « le silence » de l'Eglise face à ces abus. — (AFP, Reuters.) ■

Le G20 est-il la nouvelle gouvernance mondiale ?

► Peut-il traiter les questions de sécurité à la place du G8 ?

► Que veulent les « émergents » ?

Décodage

Depuis 2008, les pays du Sud ont une nouvelle enceinte, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, pour être assis à la table des « grands » : le G20. Jusqu'à présent, ce groupe informel a été cantonné au domaine économique et financier. Peut-il préfigurer une nouvelle gouvernance mondiale au XXI^e siècle ? Depuis que le Brésil et la Turquie se sont aventurés, en mai, dans le dossier du nucléaire iranien, le débat

est relancé sur la place des « émergents » dans le traitement des questions de sécurité internationale.

Nouveaux enjeux Du 25 au 27 juin, le G8 puis le G20 se réunissent au Canada. Cette séquence préserve un certain classicisme. Le G8 pour traiter de questions de paix, de sécurité, et de développement. Le G20 pour parler de l'économie. « Des sujets importants devaient être traités, comme la prolifération, et le G20 n'est pas le bon forum », explique-t-on de source canadienne. Pourtant, le G20 a pu être décrit comme l'amorce d'un nouvel ordre

international accordant plus de place aux nouveaux acteurs issus de la mondialisation. D'autant que la sécurité est désormais un concept large, incluant des enjeux comme l'environnement, les migrations et la sûreté nucléaire.

La réforme du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), l'instance chargée depuis 1945 de traiter les questions de paix et de sécurité internationales, est en panne, faute de consensus entre les puissances, que ce soit au Nord ou au Sud. « Ce blocage justifie que la question du G20 soit posée », commente Camille Grand,

directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, à Paris. « Le G20 s'impose comme un forum mondial. La tentation existera de lui confier des questions politiques. » L'agenda de l'ONU sur les questions de sécurité continue à être porté par les Occidentaux, comme le montre le dossier iranien. Les pays du Sud aimeraient donner plus d'importance à d'autres dossiers, comme le problème israélo-palestinien.

Melleure représentativité La question est de savoir si le G20 pourrait muer un jour comme l'a

fait le G8. Depuis la fin de la guerre froide, celui-ci s'est emparé de questions de sécurité collective, comme la prolifération ou le terrorisme. Les attentats du 11 septembre 2001 ont accéléré la transition. Le G20 offre des avantages, par sa représentativité. Il reflète bien les réalités du monde, au plan géographique, économique, démographique. Mais sa nature informelle et sa composition soulèvent des questions. Il manque de légitimité face aux instances de l'ONU qui impliquent 192 Etats. Il peut être contesté par ceux qui n'en font pas partie. Les critères de sélection, lors de sa première incarnation en 1999, au niveau

des ministres des finances, étaient flous. Une composition ad hoc, par cooptation.

L'émergence du G20 face au G8 conforte l'idée d'un affaiblissement stratégique des puissances du Nord, la marque du nouveau monde multipolaire et de la fin du récit occidental dans les relations internationales. Mais il n'est pas non plus une « revanche » du Sud, car les Occidentaux y sont représentés en force, Européens, Américains du Nord, et leurs alliés de l'Asie-Pacifique. Un pays comme le Pakistan, au cœur de multiples problématiques, n'y figure pas, ni la Malaisie.

Un forum aux multiples créateurs

Histoire

Qui a inventé le G20 ? Sa paternité est multiple. Les responsables politiques français l'attribuent à Nicolas Sarkozy. C'est un raccourci déformant. Le G20 a fêté ses dix ans en 2009. Il est né d'une initiative du Canada, dans la foulée de la crise financière asiatique de 1997-1998.

Son premier créateur est le ministre canadien des finances de l'époque, Paul Martin, qui convainquit ses pairs du G7 d'impliquer ainsi d'avantage les « émergents » dans la recherche d'une solution. Etaient alors inclus des pays « importants au sens systémique », c'est-à-dire dont la faillite (l'Argentine, par exemple) ou les capacités financières (l'Arabie saoudite) pouvaient soit menacer soit contribuer à la stabilité financière mondiale.

Le groupe est créé au niveau des ministres des finances et des gouverneurs de banques centrales, avec une participation des institutions financières internationales. Aucune règle (et c'est le cas à ce jour) n'a été fixée pour déterminer sa présidence. Au début, elle était canadienne, pendant deux ans.

En 2008, un grand changement intervient, avec l'élévation du G20 au rang des chefs d'Etat et de gouvernement. Face à la crise financière, un plan d'urgence est souhaité. La France, qui assure la présidence du Conseil européen, propose durant l'été 2008 un G14, et non un G20. En 1999, d'ailleurs, Paris n'avait pas vu d'un bon œil la création du G20, perçu comme une

concurrence au Fonds monétaire international (FMI). Au G8 d'Aquila en Italie, en juillet 2008, M. Sarkozy et le président brésilien Lula da Silva lancent un appel conjoint en faveur d'un G14, qui inclut l'Egypte. La France et le Brésil forment une « alliance pour le changement de la gouvernance mondiale ».

C'est le président américain, George W. Bush, qui demandera que le sommet de novembre 2008, à Washington, se tienne à « 20 » et non à « 14 ». L'avantage : cela permet d'inclure des pays alliés des Etats-Unis en Asie, comme l'Australie et la Corée du Sud. La France, elle, a continué de camper sur l'idée d'un G14 pour « l'adaptation des organisations internationales aux réalités du XXI^e siècle ». Le 26 août 2009, devant des ambassadeurs réunis à Paris, M. Sarkozy se félicite de la « transformation du G8 en G14 », et demande au Canada « d'organiser l'essentiel du prochain sommet en 2010 en format G14 ». Il ajoute que la France a « l'intention » de faire de même en 2011.

« 85 % de la richesse »

M. Sarkozy reconnaît aussi, ce jour-là, le rôle décisif de M. Bush. « Lorsqu'il a fallu convaincre le président Bush de tenir la première réunion de Washington, la France demandait un G14 et c'est lui qui a eu l'idée du G20. Va pour le G20 ! Le G20 est assez légitime : 85 % de la richesse mondiale », commente-t-il. En septembre 2009, à Pittsburgh, Barack Obama accorde formellement la présidence du G20 à la France pour 2011. Chose pour laquelle M. Sarkozy s'était, entre-temps, beaucoup battu. ■

N. No.

Contrepoint

Les revendications du Brésil sur les questions de sécurité

Celso Amorim, le ministre brésilien des affaires étrangères, est l'un des responsables de pays du Sud qui réclament avec le plus de virulence l'inclusion des pays « émergents » à la table des puissances chargées des questions de sécurité internationale. Dans une tribune publiée le 15 juin par *Le Figaro*, M. Amorim s'est référé à l'initiative prise en mai par le Brésil et la Turquie sur le dossier du nucléaire iranien : « Un défi à la primauté des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies sur les questions de paix et de sécurité internationales », de nature à « bouleverser le statu quo ». Cette tentative diplomatique, jugée maladroite par les grandes puissances, avait été contrée par le dépôt rapide d'une résolution de sanctions contre Téhéran, à l'ONU. Le Brésil et la Turquie avaient

réagi en votant contre ce texte. M. Amorim juge discriminatoire l'ordre international tel qu'il a été hérité du XX^e siècle. « De manière quelque peu paradoxale, écrit-il, les questions liées à la paix et à la sécurité internationales (...) demeurent la prérogative d'un petit nombre de pays. » « La gestion du "saint des saints" par les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies a été soigneusement préservée. (...) Les centres traditionnels du pouvoir ne partageront pas gracieusement leur statut privilégié », ajoute M. Amorim. Et de conclure : « Il est grand temps que sur les questions graves de la paix et de la guerre soient entendus les pays émergents – la Turquie et le Brésil, mais aussi d'autres, comme l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Egypte et l'Indonésie. » ■

N. No.

Le G8 au G20

G8 C'est à l'origine le « club des pays riches », élargi en 1997 à la Russie. Son socle est le G7 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni et Canada), dont le point de départ a été une réunion à cinq, en 1975, à Rambouillet, sur les questions financières, à l'initiative de la France. Après la guerre froide, le G7/G8 a commencé à discuter de questions de sécurité internationale.

G14 Ce format résulte de la fusion du G8 avec le G5+1, c'est-à-dire les cinq plus grandes économies émergentes (Chine, Inde, Brésil, Mexique, Afrique du Sud) et l'Egypte.

G20 Il regroupe les pays du G8 et du G5, auxquels viennent s'ajouter l'Argentine, l'Australie, l'Indonésie, l'Arabie saoudite, la Turquie, la Corée du Sud et la présidence de l'Union européenne. Il représente environ 85 % du PIB mondial et 65 % de la population mondiale.

Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) Pierre angulaire du système de sécurité mis en œuvre par la Charte des Nations unies de 1945, il est chargé de la « paix et de la sécurité internationales ». Il a cinq membres permanents (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Russie et Chine) disposant d'un droit de veto, et six non permanents, élus pour deux ans. En 1945, il comptait onze membres. En 1965, quatre nouveaux sièges non permanents ont été ajoutés. Depuis 2005, plusieurs scénarios de réforme du Conseil ont été proposés, à l'initiative du G4 (Allemagne, Brésil, Inde et Japon), des pays africains, ou d'autres Etats. Mais sans aboutir à ce jour, faute de consensus.

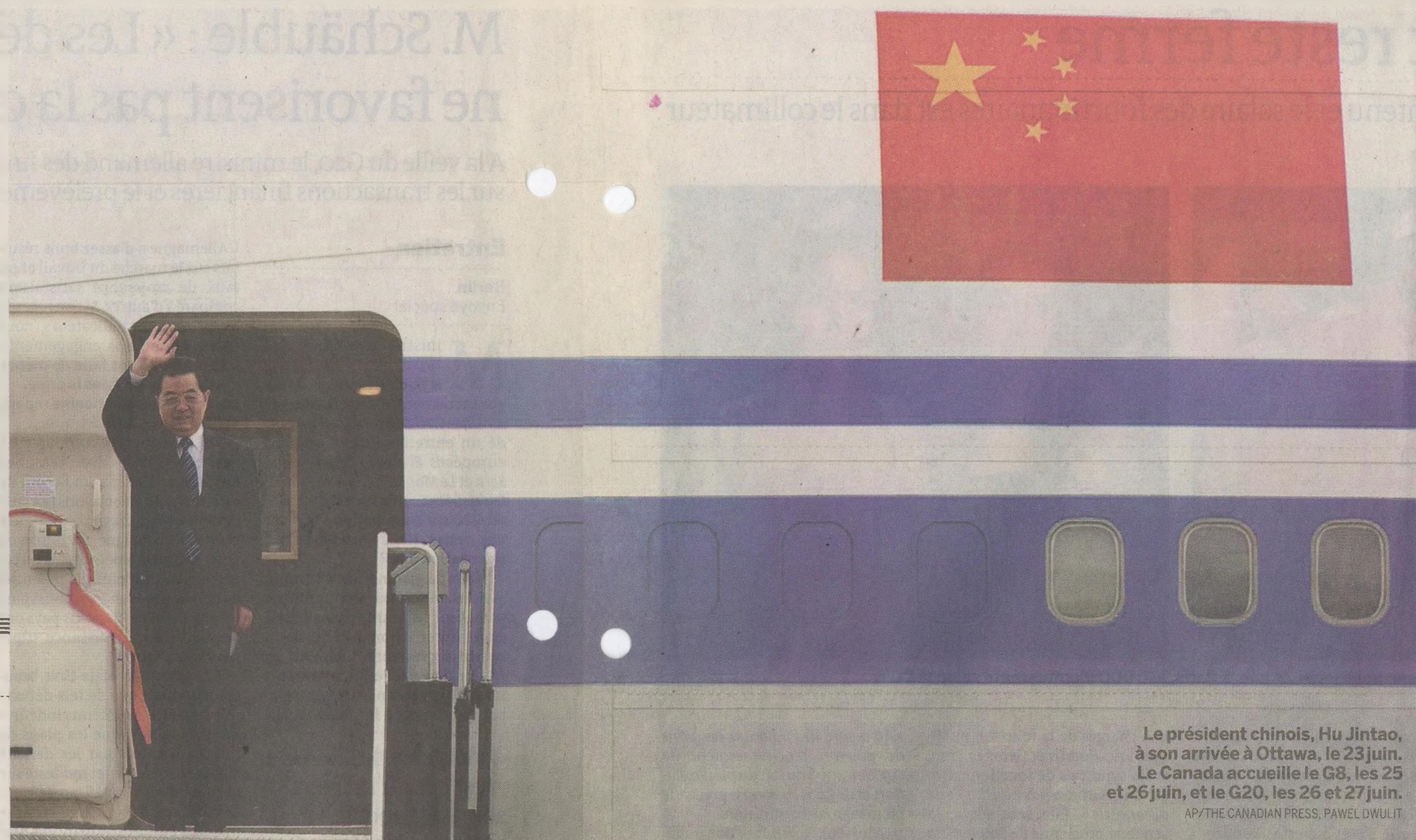
Natalie Nougayrède

L'administration Obama considère que le G8 sort progressivement du paysage, sans que l'on sache au juste ce qui va le remplacer. Elle a un goût prononcé pour le regroupement d'Etats en fonction des enjeux à traiter.

Le sommet de Washington, en avril, sur la sécurisation des matières nucléaires en a été une illustration. La gouvernance mondiale est en réalité un patchwork, avec des niveaux régionaux qui s'affirment (Union africaine, par exemple) et des coalitions de pays volontaires (comme la « Proliferation Security Initiative »). La conférence de

Copenhague sur le climat a exposé les limites des grands rassemblements où l'unanimité est requise.

Le G20 est un bon candidat pour dessiner une approche plus inclusive, une sorte de « caucus », selon certains experts, où des solutions pourraient être explorées avant d'être discutées au niveau de l'ONU. Il est une caisse de résonance où les nouveaux clivages et rapports de forces entre puissances s'expriment. C'est pourquoi les diplomates ne parient pas sur son avènement comme directoire mondial. ■



Le président chinois, Hu Jintao, à son arrivée à Ottawa, le 23 juin, le Canada accueille le G8, les 25 et 26 juin, et le G20, les 26 et 27 juin.

AP/THE CANADIAN PRESS, PAVEL DWULIT

Prééminence du Conseil de sécurité de l'ONU La capacité du G20 à produire des décisions est toute relative. Sur les affaires financières, le consensus est déjà difficile. Sur des enjeux de sécurité, qui réclament une lecture commune des crises et des intérêts, voire un partage de valeurs, l'affaire serait encore plus compliquée. On peut en juger par le vote négatif du Brésil et de la Turquie au Conseil de sécurité, le 9 juin, à propos des sanctions contre l'Iran. Le G20 ne produit pas du droit international, comme le fait l'ONU.

Les « émergents » candidats à un siège au Conseil de sécurité de

l'ONU sont contents d'être à la table du G20, mais ils craignent que ce club devienne un succédané à leur entrée dans le « saint des saints » de la politique internationale. De leur côté, les membres permanents du Conseil de sécurité tiennent à éviter tout ce qui pourrait éroder leur prééminence. La légitimité du Conseil ne va pas disparaître du jour au lendemain, soulignent des diplomates. Elle n'a pas disparu lorsque le G7-G8 s'est saisi de questions de sécurité internationale. Et le G20 n'a pas entraîné la suppression du G8.

La France, qui a privilégié le format G14 pour élargir le G8, n'est pas

très favorable à ce que le G20 étende sa gamme. « Pour les questions de sécurité, c'est le Conseil de sécurité élargi qui aura vocation à être l'organe de décision », déclarait Nicolas Sarkozy en août 2008. Pour les sujets économiques, je ne vois que le futur G13-G14 comme lieu informel mais efficace d'arbitrage. »

« Hall de gare » Le G20 est plus lourd. Le conseiller diplomatique du chef de l'Etat, Jean-David Levitte, a décrit le sommet de Pittsburgh comme un « hall de gare », avec « 200 personnes dans la salle », du fait de la présence d'organisations internationales et de pays invités.

Une aubaine pour Pékin

Zoom

La Chine, qui dispose d'un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies, entend assurer sa position grandissante au premier plan de la scène mondiale tout en continuant à se présenter comme un pays en développement : elle refuse de se faire accrocher l'embarras étiquette de puissance majeure, qui ne présente pas que des avantages diplomatiques.

Pour Pékin, la formation d'un G20 a ainsi été une aubaine : appartenir à ce club élargi de pays réunis pour des raisons purement économiques, à l'exclusion de toute autre valeur, lui a permis de sortir de son rôle marginal dans le G8 – auquel la Chine n'a d'ailleurs jamais voulu formellement adhérer. Elle se sent plus à l'aise dans un groupe où les pays émergents sont fortement représentés.

« Pékin veut maintenir d'étroites relations avec des pays comme le Brésil, l'Inde, l'Indonésie ou le Mexique », le G20 permet à la Chine de rehausser son statut international et même d'en faire un acteur central dans les circonstances actuelles où elle apparaît comme le principal créateur du monde face à des puissances industrialisées qui sont presque toutes déclinées ou endettées », analyse Jean-Pierre Cabestan, spécialiste de la politique étrangère chinoise et professeur à l'université baptiste de Hongkong.

La Chine a recours à des stratégies diverses et complémentaires afin de poursuivre son ascension,

qu'elle qualifie d'« émergence pacifique » : elle veut imposer son image d'interlocuteur indispensable. Elle n'hésite pas à jouer des différences entre le Fonds monétaire international (FMI) et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), auprès de laquelle elle se plaint, à tort ou à raison, des mesures « protectionnistes » américaines ou européennes tout en défendant son propre marché dont elle limite l'accès aux étrangers.

Elle a aussi recours aux méthodes douces, son fameux « soft power » : en vantant la culture millénaire chinoise, en multipliant les projets d'aide au développement de pays pauvres et en promouvant la langue chinoise dans le monde, elle espère améliorer une image très dégradée par les pratiques autoritaires et brutales de son régime.

« Multilatéralisme »

« Cacher ses talents en attendant son heure », recommandait, dans les années 1980, l'ancien numéro un chinois, Deng Xiaoping. Désormais, s'il joue encore formellement sur le registre de l'humilité, cet empire solidement ancré au milieu du monde donne de la voix dans le concert discordant de la scène mondiale.

Avec le pragmatisme et l'intelligence stratégique qui la caractérisent, la Chine sait faire le dos rond quand les pressions sont trop fortes après avoir résisté autant que possible et le plus longtemps possible : elle martèle son opposition à des sanctions contre l'Iran au nom du principe cardinal de « non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui », mais elle s'est jointe récemment à une résolution de

sanctions contre Téhéran votées à l'Organisation des Nations unies (ONU). Elle critique son embarras allié nord-coréen quand il dépasse le degré acceptable de provocations, tout en le défendant quand la Corée du Sud accuse son voisin nordiste d'avoir torpillé un de ses navires de guerre... En même temps, à l'exception de la France, la Chine est le membre permanent des Nations unies qui aligne le plus grand nombre de missions de maintien de la paix.

Il existe une « volonté très nette des dirigeants chinois de faciliter l'émergence d'une multipolarité dans laquelle la Chine aurait une place importante. Pékin s'est mué en champion du multilatéralisme, refusant toute forme d'hégémonie d'une puissance sur la scène internationale. Cette stratégie, que nous qualifierons de propre aux puissances moyennes, a le mérite de servir l'image de la Chine sur la scène internationale », observe Barthélémy Courmont dans son *Chine, la grande séduction*, essai sur le soft power chinois (Choiseul, 2009).

G20 ou G2 ? Entre les deux pôles de cette alternative, Pékin ne choisit pas vraiment : comme l'avance encore Jean-Pierre Cabestan, « la Chine laisse les Américains propager ce concept de G2 [laissant entendre que les affaires mondiales sont gérées par Pékin et Washington] qui sert ses intérêts en ce sens, que la place au-dessus des autres grandes puissances. En d'autres termes, la Chine ne se perçoit plus simplement comme une grande puissance, mais comme la seule grande puissance capable de se mesurer avec les Etats-Unis. » ■

Bruno Philp (Pékin, correspondant)

Depuis plus de 15 ans, la fondation Chantal Biya se bat pour les plus démunis au Cameroun.

Centres de soins

Education préventive et lutte contre le VIH/SIDA

Scolarisation primaire

Promotion de la recherche médicale



Médaille Marie Curie décernée par l'UNESCO

Fondation Chantal Biya - www.fcb.cm

Stratiline Communication, Rencontres et Terres d'Afrique et l'Agence SEC soutiennent la Fondation Chantal Biya

Retraites : le gouvernement reste ferme

Malgré la mobilisation de jeudi, l'essentiel de la réforme est maintenu et le salaire des fonctionnaires est dans le collimateur



Familles, syndicalistes ou lycéennes : la journée de mobilisation contre la réforme des retraites a rassemblé, jeudi 24 juin, à Paris, 130 000 manifestants selon la CGT, 47 000 selon la préfecture de police.



Le calendrier de la réforme sera tenu. La remise en cause de la retraite à 60 ans est actée. L'âge légal de départ passera à 62 ans en 2018 pour les salariés du privé et pour les fonctionnaires. Ce relèvement se fera progressivement à partir du 1er juillet 2011.

Après la journée de mobilisation réussie du jeudi 24 juin, l'heure est à la fermeté. Et il ne semblait

Le syndicat Solidaires a déjà évoqué la possibilité d'une nouvelle manifestation à la rentrée

pas impossible, vendredi 25 juin, que le gouvernement puisse annoncer un gel de la revalorisation de 0,5 % du traitement indiciaire des fonctionnaires au 1er juillet.

Au lendemain de la quatrième journée d'action de 2010, la plus suivie de cette année, qui a vu descendre dans la rue entre 797 000 personnes selon la police et près de deux millions selon les syndicats, l'exécutif est apparu déterminé à

faire passer sa réforme dans les délais qu'il s'est impartis. « La porte reste ouverte, comme l'a dit le président de la République, en ce qui concerne les mesures de justice que sont notamment les carrières longues et la pénibilité », précisait jeudi soir Raymond Soubie. Le conseiller social de Nicolas Sarkozy faisait état d'une mobilisation « réelle », « sensiblement plus importante que lors des journées d'action précédentes de 2010 », mais « inférieure » à celle des mois de janvier et mars 2009 ou des records de 2003.

Quant au taux de grévistes dans la fonction publique, de l'ordre de 20 %, il est jugé « ni nul ni ridicule », mais loin du pic du 13 mai 2003. Quelque 57,47 % de grévistes avaient alors été comptabilisés dans la fonction publique de l'Etat contre 19,35 % jeudi et 27,18 % dans la fonction publique hospitalière contre 12,5 %.

Le gouvernement et l'Elysée ne minimisent pas la mobilisation de jeudi, mais ils campent sur leur position et estiment ne pas avoir de choix, en dépit des avertissements que leur ont adressés les leaders syndicaux. « C'est un conflit de plus grande ampleur qui se dessine

si le gouvernement persiste », a prévenu la CGT avant la réunion, mardi 19 juin, de l'Intersyndicale CGT-CFDT-CFTC-FSU-Solidaires-UNSA. Solidaires a déjà évoqué la possibilité d'une nouvelle manifestation à la rentrée. « Le gouvernement doit réécrire profondément la réforme face au sentiment d'injustice qui monte », a plaidé François Chérèque (CFDT).

Il y a peu de chances, toutefois, que l'exécutif change de discours au moment où il prépare les esprits à un tour de vis sans précédent sur les dépenses. « D'une manière générale et absolument certaine, il va falloir faire plus

[d'économies] que ce que pensent tous les ministres ! », avait déclaré dès jeudi la ministre de l'économie, Christine Lagarde, aux Echos.

La négociation salariale triennale qui s'est ouverte, vendredi 25 juin, dans la fonction publique devrait donner une indication supplémentaire sur le degré de rigueur que le gouvernement est prêt à imposer. « Il ne vous a pas échappé que l'environnement économique a changé », faisait observer vendredi matin sur RTL Luc Chatel, ministre de l'éducation nationale et porte-parole du gouvernement. Officiellement, la première rencontre entre les minis-

tres chargés de la fonction publique, Eric Woerth et Georges Tron, et les syndicats de fonctionnaires est une réunion « de constat et de diagnostic ». Elle sera suivie la semaine prochaine de l'ouverture formelle de la négociation salariale sur la période 2011-2013. La question du gel des augmentations prévues de 0,5 point d'indice au 1er juillet 2010 et au 1er juillet 2011, « au vu du contexte économique général », devait toutefois être soulevée, vendredi, par les syndicats.

Le gouvernement estime à 3,7 % l'augmentation de la rémunération moyenne des personnels présents (RMPP) en 2008 et en 2009.

« Au regard de l'inflation, les gains de pouvoir d'achat seraient de 0,9 % en 2008 du fait du pic d'inflation, et de 3,6 % en 2009 », précise le bilan salarial du ministère.

A lui seul, dans la fonction publique de l'Etat, le glissement vieillesse technicité (GVT) positif – les mesures d'avancement individuel et l'ancienneté – assure entre +1,5 % à +2,1 % d'augmentation selon les ministères. Quant à la revalorisation de 0,5 % du point d'indice, elle coûte 930 millions d'euros. Or l'exécutif, pressé de remettre de l'ordre dans les comptes publics, est aux abois. ■

Claire Guélaud

François Fillon est désormais en première ligne

UNE CONFÉRENCE de presse à Matignon sur les retraites et les déficits publics. L'événement n'est pas banal tant on s'était habitué à l'effacement du premier ministre. Vendredi 25 juin, devant les journalistes, François Fillon devait se livrer à un exercice de pédagogie. Ses ministres n'ont été avertis qu'au dernier moment. Le chef du gouvernement agit en patron qui reprend la main, pendant que M. Sarkozy est au G20, au Canada.

Il est vrai que, de tous côtés, les alertes montent : plusieurs membres du gouvernement ont été épinglés pour leur comportement peu vertueux. Quant à la capacité de la France à ramener ces déficits de 8 % du produit intérieur brut à 3 % en 2013, elle est mise en cause aussi bien par les organisations internationales, comme le FMI, que par la Cour des comptes, qui craint un emballement de la dette publique si le gouvernement ne muscle pas son plan de redressement. Celui qui avait osé dire, en 2007, que la « France est au bord de la faillite » sans que cela plaise à Nicolas Sarkozy est aujourd'hui en situation.

Les difficultés du ministre du travail, Eric Woerth, ne sont pas étrangères à la montée au créneau du premier ministre. L'image de celui qui portait jusqu'ici publi-

quement la réforme des retraites est atteinte par des soupçons de conflit d'intérêts, par épouse interposée, avec la milliardaire Liliane Bettencourt. Artisan de la réforme des retraites de 2003, François Fillon monte au créneau, au lendemain de la journée de mobilisation des syndicats avec la ferme intention de défendre celle de 2010, à laquelle il a contribué en coulisse. Certes, des gestes seront faits à l'automne sur la pénibilité, les carrières longues, les polypensionnés, mais pas question de remettre en cause l'allongement de l'âge légal, qui est au cœur de la réforme. Travailler plus, sans augmenter les prélèvements sur le travail. Voilà le message.

« Sens politique affûté » « L'on peut dire ce qu'on veut de François Fillon, mais il a un sens politique affûté et sait maîtriser le timing », observe un ténor de l'UMP. Matignon partage un constat avec l'Elysée, qui lui a donné son feu vert pour la conférence de presse : les différentes affaires qui ont touché les ministres – les cigares de Christian Blanc, le permis de construire d'Alain Joyandet, la chambre d'hôtel de Rama Yade... – ont un effet délétère sur l'opinion et il est temps de reposer les problèmes de fond au premier

mier plan. Et ce n'est pas M. Woerth, lui-même touché, qui est le mieux placé pour le faire.

« Eric a passé sa semaine à se défendre et le message qu'il peut délivrer maintenant est forcément brouillé », analyse un responsable de la majorité.

Les sondages sur les retraites, eux, estiment-t-on au gouvernement, ne sont pas trop mauvais : 67 % des Français, selon une étude IFOP parue dans Le Figaro mardi, jugent que le gouvernement n'est « pas juste dans ses choix » sur les retraites, mais 58 % estiment « acceptable » le recul de deux ans de l'âge légal. Il ne faut pas laisser le « travail de pédagogie » réalisé s'effiloche.

S'il entend se faire davantage entendre, François Fillon a cependant une marge d'annonces limitée. Les mesures destinées à renforcer l'« exemplarité » des ministres ne devraient être dévoilées

qu'en début de semaine prochaine par l'Elysée. Quant aux arbitrages budgétaires, la plupart ne sont pas encore rendus. Les annonces n'auront lieu que le 6 juillet lors du débat d'orientation budgétaire.

S'il ne veut pas augmenter les prélèvements, comme il l'affirme, le gouvernement doit crédibiliser son plan de réduction de la dépense publique : 45 milliards d'euros de réduction sont annoncés sur trois ans, auxquels il convient de donner une réalité.

La question du gel du salaire des fonctionnaires se pose désormais clairement, alors que, comme annoncé, vendredi, à ce sujet, les négociations avec les syndicats. Toute la difficulté pour le gouvernement est d'expliquer en même temps qu'il ne veut pas écorner le pouvoir d'achat et menacer la reprise de la croissance en bridant trop la consommation. ■

Pierre Jaxel-Truer

LES GRANDES MARQUES AUX MEILLEURS PRIX
mobeco
Literie
Canapés
Meubles
Convertibles
01 42 08 71 00
www.mobeco.com

Le chômage a augmenté de 0,8 % en mai

Le nombre de chômeurs inscrits à Pôle emploi en catégorie A a progressé de 0,8 % en mai (+22 600), pour atteindre 2,699 millions, selon des statistiques publiées jeudi 24 juin. La catégorie A englobe les chômeurs cherchant tout type de contrat de travail et n'ayant pas travaillé dans le mois précédent leur inscription. La hausse de mai est la plus forte enregistrée depuis le début de l'année. L'autre indicateur, la courbe des catégories A, B, C, qui regroupe l'ensemble des chômeurs tenus à des actes positifs de recher-

che d'emploi, qu'ils aient ou non exercé une activité réduite, a aussi progressé (+0,4 % en un mois). Et concerne 3,942 millions d'inscrits en métropole et 4,182 millions avec les départements d'outre-mer. Effet direct de la crise, le chômage de longue durée progresse. Plus d'un demandeur d'emploi sur trois pointe depuis un an ou plus, soit environ 30 % de plus qu'en 2009. Compte tenu de la faible reprise de l'activité, les instituts de conjoncture ne prévoient pas de baisse du chômage avant 2011.

inter
LA DIFFERENCE C'EST LA VIGILANCE
Isabelle Giordano
Service Public 10h
FRANCE INTER LA DIFFERENCE